

CONFERENCE PUBLIQUE / *PUBLIC CONFERENCE*



**CODESRIA**

INSTITUT SUR LA GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE/  
*DEMOCRATIC GOVERNANCE INSTITUTE*  
SESSION 2017

**Thème : « Capital financier et intervention en Libye: opposition à la monnaie africaine/  
*Finance capital and the intervention in Libya: opposition to the African Currency* »**

**PROGRAMME**

2:30 - 3:00	Mise en place des invités / <i>Arrival of guests</i>
3:00 - 3:10	Mots de bienvenue et présentation des panélistes / <i>Welcoming note and Introduction of Panelists</i> (CODESRIA Executive Secretary)
3:10 - 3:40	Prof. Horace CAMPBELL, Conférencier/ <i>Keynote Speaker</i> « Capital financier et intervention en Libye: opposition à la monnaie africaine/ <i>Finance capital and the intervention in Libya: opposition to the African Currency</i> »
3:40 - 3:50	Dr. Ndong Samba SYLLA, Discutant/ <i>Respondent</i>
3 :50 - 4 :00	Prof. Vusi GUMEDE, Discutant/ <i>Respondent</i>
4 :00 - 4 :10	Prof. Abdou Salam FALL, Discutant/ <i>Respondent</i>
4:10 - 4:50	Discussions
4:50 - 5:00	Clôture / <i>Closing</i> (CODESRIA Executive Secretary)
5:00 - 6:00	Coctail

**BIOGRAPHIES DES INTERVENANTS A LA CONFERENCE PUBLIQUE**

**Conférencier principal :**

**Professeur Horace G Campbell** enseigne la Politique Comparée et les Relations Internationales au Département d'Études afro-américaines au Département de science politique à l'Université de Syracuse à New York. Il occupe la Chaire Kwame Nkrumah de

l'Institut des études africaines à l'Université de Legon au Ghana. Le professeur Campbell est un Panafricain passionné dont les engagements intellectuels l'ont vu consacrer beaucoup de temps à enseigner et à conduire des recherches sur le continent. La portée de ses engagements intellectuels comprend la recherche, l'enseignement et les travaux publiés sur le panafricanisme, l'économie politique du sous-développement, la politique de l'économie mondiale, le nationalisme, les relations internationales africaines, la politique des sociétés africaines contemporaines, la politique et la société africaines, la politique de l'Afrique australe, le militarisme et le sous-développement, le militarisme et la transformation en Afrique australe, la politique et la société des Caraïbes, la politique comparative, la politique des États industriels et l'introduction aux études afro-américaines.

### Discutants :

- 1. Professeur Vusi Gumede** est l'actuel Directeur du Thabo Mbeki African Leadership Institute de l'Université d'Afrique du Sud. Auparavant, Gumede était professeur agrégé d'études sur le développement à l'Université de Johannesburg. Certains de ses travaux publiés portent sur l'économie politique de l'Afrique du Sud après l'apartheid, CODESRIA Press (2015) ; l'Afrique du Sud après l'apartheid: inclusion sociale et économique, CAMBRIA Press (2015) et son prochain livre va porter sur l'État de développement démocratique en Afrique du Sud: défis et Perspectives, UKZN Press.
- 2. Professeur Fall Abdou Salam** est actuellement Directeur de recherche des Universités et Coordinateur du Laboratoire de recherche sur les Transformations économiques et sociales (LARTES) à l'Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN) à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Il est également membre du Comité Scientifique de la Revue Nouvelles Pratiques Sociales au Canada; membre du Comité Scientifique en Sciences Sociales de l'Institut de Recherche en Développement (IRD) à Marseille ; membre du Comité Scientifique de la Revue Méthodes du Conseil pour le Développement de la recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA) à Dakar; membre du Comité Scientifique de la Revue « Espaces et Société », Ecole d'architecture Paris-Val de Seine, LAVUE, Paris. Entre 2012-2014, il a été Directeur de la formation doctorale « Sciences sociales appliquées au développement » à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Pendant cette même période, il a été Président du Conseil Scientifique du Forum International des dirigeants de l'Economie Sociale et Solidaire (FIDESS-Rencontres du Mont Blanc), Paris.
- 3. Dr. Ndong Samba SYLLA** est un économiste de développement. Il a précédemment travaillé comme conseiller technique à la Présidence de la République du Sénégal. Il est actuellement responsable de la recherche et du programme au bureau de l'Afrique de l'Ouest de la Fondation Rosa Luxemburg (Dakar). Il a été quatre fois champion du monde de Scrabble francophone. Ses publications couvrent des sujets tels que le commerce équitable, les marchés du travail dans les pays en développement, les mouvements sociaux, la théorie démocratique, la souveraineté économique et monétaire. Il a écrit deux livres et édité / co-dirigé des livres collectifs.
  - *La Démocratie contre la République. L'autre histoire du gouvernement du peuple* (L'Harmattan, Paris, 2015) ;
  - *The Fair Trade Scandal. Marketing Poverty to Benefit the Rich*, Pluto Press & Ohio University Press, 2014. Translated from French.

- *Recent Political Developments in West Africa*, Daraja Press & Rosa Luxemburg Foundation, Nairobi & Dakar, 2015. Traduit en français.
- *Liberalism and its discontents. Social movements in West Africa*, Daraja Press & Rosa Luxemburg Foundation, Nairobi & Dakar, 2014. Translated from French.
- *Rethinking Development*, Daraja Press & Rosa Luxemburg Foundation, Nairobi & Dakar, 2014. Translated from French.
- (With Demba Moussa Dembélé and Henriette Faye), *Déconstruire le discours néolibéral. Volume I des « Samedis de l'économie »*, ARCADE and Rosa Luxemburg Foundation, Dakar, 2014.
- *Redécouvrir Sankara. Martyr de la Liberté*, Exchange & Dialogue, 2012.

## NOTE CONCEPTUELLE DE L'ÉDITION 2017 DE L'INSTITUT SUR LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE

### THEME : « Gouvernance économique et transformation économique de l'Afrique »

Au cours des douze derniers mois, les changements importants intervenus dans les processus électoraux en Grande-Bretagne et en Amérique du Nord ont ravivé les questions sur le rôle des idées dans la participation démocratique. Des questions cruciales sur les fondements intellectuels de la démocratie ont entre temps, émergées. C'est dans ce contexte que le thème retenu pour la session de 2017 de l'Institut sur la gouvernance invite l'interrogation de questions plus vastes de la participation démocratique, qui sont au cœur des réalités économiques de la plupart des pays africains. Dans le passé, l'analyse des questions de gouvernance s'est focalisée sur le niveau continental sans suffisamment examiner les interconnexions entre la gouvernance mondiale des organisations internationales et leurs implications pour l'Afrique. A l'intersection de la gouvernance mondiale des organisations internationales et l'Afrique, se croisent des dynamiques économiques pressantes.

Les événements dramatiques du système mondial avec la récession de 2007/8, suivis de la crise de la zone euro, ont engendré des commentaires sur la fragilité systémique de l'économie mondiale. L'une des principales limites de cette littérature est qu'elle continue de placer l'Afrique à la périphérie de ces phénomènes. En outre, les forces et faiblesses des conditions économiques africaines ne sont généralement pas prises en compte dans les discussions sur la gouvernance au niveau international. Cependant, les institutions bancaires parallèles qui sont au cœur de la fragilité du système financier international sont, comparativement, sous-développées en Afrique, ce qui est l'une des grandes forces de l'Afrique. Ainsi, la tension entre la consolidation de la place de l'Afrique dans le système économique mondial et la demande croissante de plus de démocratie sur le continent offre une opportunité de réflexions novatrices. Il est plausible que le principal enjeu de la fuite intense de capitaux est d'impliquer l'Afrique dans l'architecture financière mondiale afin que les Africains aient peu de marge de manœuvre s'ils promeuvent la participation démocratique dans leurs sociétés.

Un secteur où l'Afrique joue un rôle essentiel dans l'économie mondiale est le secteur minier. Après le boom des ressources de la décennie 2000-2010 et la confiance et les récits sur « l'émergence de l'Afrique » (« Africa Rising »), certains pays connaissent aujourd'hui une profonde régression économique. Les moyens créatifs d'appui à l'extraction des ressources minières n'ont pas suivi le rythme des exigences des Africains pour un questionnement sur la

place de l'Afrique dans la chaîne de valeur mondiale. Des formes rapides et éphémères d'extraction minière sont aujourd'hui mises en œuvre car l'appétit des marchés extérieurs pour les ressources minières africaines reste élevé. Des dispositions utiles pour contrer l'appétit pour les ressources africaines existent, mais les intellectuels n'ont pas vulgarisé la Vision minière pour l'Afrique de l'Union africaine de réitérer les appels au changement des structures d'exploitation minière et des économies africaines.

L'entrée en Afrique de nouveaux acteurs tels que le Brésil, la Turquie, l'Inde, la Russie et la Chine a détourné l'attention de l'UE, le Japon et l'Amérique du Nord. Avec la demande accrue de ressources naturelles africaines, des pays africains ont beaucoup emprunté à la Chine et au marché euro-obligataire. La plupart de ces emprunts étaient subordonnés à la croissance des prix des matières premières, ou à la découverte de nouvelles ressources, comme le pétrole, dans d'autres pays. Dans certains cas, les prix ont chuté, laissant ainsi les pays avec le financement de lourdes dettes. Certains pays ont recouru à des crédits de refinancement, donc plus d'emprunts. D'autres ont souscrit des emprunts nationaux, rendant les crédits nationaux onéreux pour les petites entreprises et a réduit la croissance et la création d'emplois. Par conséquent, le secteur financier est désormais l'objet d'une surveillance accrue.

Une autre dimension du lien de l'Afrique avec l'architecture financière mondiale est le rôle des agences de notation de crédit, subordonnées à Wall Street et à la City de Londres. Les récentes allégations de complicité de la Banque d'Angleterre dans la fixation des taux LIBOR ont poussé les planificateurs africains à se rapprocher du « marché » dans leurs relations avec les agences d'emprunt internationales. Le scandale LIBOR et l'émission de monnaie par la politique d'assouplissement quantitatif en Amérique du Nord et en Europe ont clairement montré que l'économie politique des flux financiers internationaux dépend de la puissance politique des forces en présence.

La question de l'assouplissement quantitatif ne peut être séparée des niveaux élevés de fuite des capitaux provenant des marchés émergents. Suite à la publication des « Panama Papers », il a été signalé plus de 21 milliards de dollars dans des paradis fiscaux. Les sociétés africaines sont intégrées à cette économie illicite mondiale qui a sa base dans l'assouplissement quantitatif et la fixation des taux LIBOR. Le Rapport sur les flux financiers illégaux en provenance d'Afrique sera un domaine d'étude central dans cet Institut. L'objectif est de favoriser les compétences techniques et les liens politiques permettant aux spécialistes africains d'approfondir le questionnement sur les flux financiers. Des initiatives de documentation de ces flux ont été prises par la Commission Economique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement ; cependant, les centres intellectuels en Afrique sont à la traîne dans la documentation et la réflexion sur ces flux illicites et leur influence destructrice sur la démocratie.

Les intellectuels africains ont contribué à la compréhension de la « gouvernance » et, ce faisant, ont offert un champ de recherche plus large à ce concept. Par conséquent, la littérature sur la gouvernance économique, ou plus généralement la gouvernance en Afrique est variée. Une grande partie de la littérature considère la gouvernance comme la manière dont les différents acteurs étatiques et non étatiques prennent des décisions publiques et gèrent les ressources économiques et sociales pour le développement. Une bonne gouvernance économique présuppose l'existence et le fonctionnement efficace d'institutions de soutien des marchés telles que les droits de propriété, de régulation financière et de stabilisation macroéconomique. Pourtant, comme en attestent le Rapport sur les flux financiers illicites et

les « Panama papers », une confluence d'élites internationales et nationales peut, en dépit de l'existence d'institutions de soutien des marchés, « accaparer la prise de décisions » au niveau national au point de rendre les institutions inefficaces. Le résultat est le siphonage des réserves de change, la baisse de la perception fiscale, la neutralisation des flux d'investissements et, par conséquent, la détérioration des conditions de vie des populations à mesure que la pauvreté augmente. Cette fuite de capitaux compromet également la règle de droit, étouffe le commerce et détériore les conditions macroéconomiques. Dans certains cas, comme l'a souligné le Rapport sur les flux financiers illicites, certains emprunts versés aux pays africains n'arrivent jamais dans les banques centrales africaines. Ces prêts continuent d'être financés à partir des recettes fiscales alors que les projets auxquels ils étaient destinés n'existent pas ou sont dans un état si peu avancé rendant les prêts eux-mêmes inutiles. Les conséquences économiques qui en découlent seront également explorées pendant l'Institut.

Ce thème « Gouvernance économique et la transformation économique de l'Afrique » a été choisi avec l'espoir que les lauréats réfléchiront de manière approfondie aux tendances économiques contemporaines du continent et sur le type d'architecture de gouvernance nécessaire pour isoler les économies africaines des réseaux économiques mondiaux dangereux.